Chambre des Représentants.

SESSION DE 1868-1869.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR POUR L'EXERCICE 1870⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HYMANS.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour l'exercice 1870 ne diffère que par quelques détails du budget voté pour l'exercice antérieur, et nous avons l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Il est un fait, toutefois, sur lequel nous croyons devoir appeler l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur.

D'après le *tableau comparatif* qui figure aux pages 230 et 231 du projet, le budget proposé présenterait une diminution de fr. 20,385-80 sur le budget de 1869.

Cette manière de calculer nous paraît défectueuse.

En effet, s'il y a une diminution de fr. 31,385-80 sur les crédits extraordinaires, en revanche, les dépenses ordinaires et permanentes subissent une augmentation de 11,000 francs.

C'est donc en réalité une augmentation que nous avons à signaler dans les charges ordinaires du budget.

La commission appelle l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur sur un autre objet qui lui paraît digne d'examen.

Les renseignements statistiques fournis aux Chambres sont éparpillés dans une foule de documents volumineux, paraissant à de longs intervalles et dans lesquels les recherches sont difficiles.

(1) Budget, n° 78, IX, session de 1868-1869.

(2) La commission, présidée par M. MOREAU, était composée de MM. VAN ISSEGHEM, VLEMINCKX, DELCOUR, DE ROSSIUS, DE WANDRE et HYMANS.

La commission est d'avis que le Gouvernement ferait chose utile en joignant aux budgets de chaque exercice un cahier spécial, dans lequel seraient renseignés les actes les plus importants de l'administration et des statistiques abrégées des faits relatifs aux divers services.

Cet exposé annuel faciliterait considérablement les travaux des Chambres et serait vivement apprécié du public, qui le trouverait réimprimé dans les *Annales parlementaires*.

La commission a résolu de faire imprimer à la suite de ce rapport (annexe *B*) le texte d'une pétition émanée du président et du secrétaire du conseil administratif de la Société agricole du Brabant, qui sollicitent l'augmentation des crédits demandés au budget en faveur de l'agriculture.

La requête des pétitionnaires n'est pas en harmonie avec les idées qui ont prévalu depuis quelques années en ces matières, mais elle mérite de faire l'objet d'un examen attentif : c'est ce qui en explique la reproduction à la suite de ce rapport.

Le Rapporteur,
Louis HYMANS.

Le Président,
A. MOREAU.

ANNEXES.

ANNEXE A.

M. le Ministre de l'Intérieur a transmis à la section centrale la note suivante :

« A la demande de la cour des comptes, le Département de l'Intérieur a pris l'engagement de fournir à l'appui du budget les relevés des sommes à payer sur plusieurs exercices (*voir* l'annexe n° 7 du budget de 1854, n° 162 des *Annales parlementaires*, session 1852-1853, page 80). C'est pour satisfaire à cet engagement que l'on communique à la section centrale chargée de l'examen du budget de 1870, pour être publiés à la suite de son rapport, deux tableaux indiquant les engagements pris par le Gouvernement envers quelques administrations pour l'exécution ou la restauration de peintures murales, ainsi que pour l'érection ou la commande de monuments à élever à des hommes illustres de la Belgique.

» Il y a lieu de donner connaissance aussi à la Législature des engagements ci-dessous indiqués comme grevant le budget des sciences et des lettres pour l'exercice 1870 et suivants, savoir :

» 1° D'une somme de 3,000 francs, imputable sur le chapitre XVIII, art. 407 du budget de 1870, à titre de troisième annuité du prix d'acquisition par la Bibliothèque royale d'une collection de monnaies du Hainaut, appartenant à M. Chalon.

» 2° Par un contrat passé le 30 mars 1869, entre M. le directeur du Musée royal d'histoire naturelle et M. Nyst de Bruxelles ; ce dernier cède à l'État une collection de conchyliologie vivante et fossile.

» Cette cession est faite au prix de 15,000 francs, payables en cinq annuités de 3,000 francs chacune, à partir de 1869, sur les crédits ordinaires portés au budget du Ministère de l'Intérieur pour le service du Musée royal d'histoire naturelle.

» Il est à remarquer que l'administration peut se trouver dans le cas de contracter d'ici à la fin de la présente année divers engagements qui grèveraient les crédits du budget de 1870, et que dans ce cas, les sommes à réserver de ce chef sur ce budget ne pourraient être indiquées à la Législature que lors de la discussion du budget de 1871. »

Tableau des travaux de peinture murale en voie d'exécution, indiquant la part de

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	DÉPENSE TOTALE.	PART DE LA DÉPENSE incombant à l'État.	PART DES COMMUNES et des fabriques d'église.	SOMMES liquidées jusques et y com- pris l'exercice 1887.	DÉPENSES à liquider SUR LE BUDGET de 1883 (a).
Décoration de l'hôtel-de-ville d'Anvers	200,000 »	125,000 »	75,000 »	75,000 »	12,500 »
— du musée d'Anvers.	200,000 »	125,000 »	75,000 »	75,000 »	12,500 »
— du palais de la rue Ducato.	84,000 »	84,000 »	»	50,400 »	8,400 »
— de l'église Saint-Georges, à Anvers.	»	»	»	(b)	»
— — (dépenses supplémentaires)	30,000 »	15,000 »	15,000 »	»	»
— de l'église de Saint-Trond.	40,564 »	29,500 »	41,064 »	20,500 »	3,000 »
— de l'église de Saint-Pholien, à Liège.	14,000 »	9,666 »	4,334 »	6,444 »	1,614 »
— — (dépenses supplémentaires).	9,195 »	3,065 »	6,130 »	(d)	1,532 50
— de Sainte-Anne, à Gand.	110,000 »	69,200 »	40,800 »	38,450 »	7,690 »
— de la salle du magistrat (halles d'Ypres).	50,000 »	40,000 »	40,000 »	21,000 »	(e) 7,000 »
— des halles d'Ypres	80,000 »	65,000 »	45,000 »	19,500 »	(f) 6,500 »
— de l'école communale d'Ixelles.	24,000 »	24,000 »	»	22,000 »	»
— de l'université de Gand	»	»	»	»	»
— — (dépenses supplémentaires).	20,000 »	20,000 »	»	3,250 »	4,125 »
— de l'église Notre-Dame, à Saint-Nicolas.	140,000 »	»	»	27,500 »	(A) »
— de l'hôtel-de-ville de Malines	13,000 »	8,000 »	5,000 »	4,000 »	4,000 »
— de l'église Saint-Antoine, à Liège.	14,200 »	6,000 »	8,200 »	3,333 33	1,333 33
— de l'église Notre-Dame, à Courtrai.	»	»	»	»	»
Chapelle des comtes de Flandre. — Restauration à imputer sur l'art. 127.	25,500 »	12,750 »	12,750 »	»	(i) 4,275 »
TOTAUX	1,054,450 »	636,181 »	278,278 »	366,377 33	74,466 83

l'Etat, des provinces, des communes et des établissements intéressés dans la dépense.

DÉPENSES à liquider SUR LE BUDGET de 1869 (a).	DÉPENSES à liquider SUR LE BUDGET de 1870 (a).	DÉPENSES à liquider SUR LES EXERCICES À venir.	Observations.
12,500 »	12,500 »	12,500 »	<p style="text-align: center;">NOTE GÉNÉRALE.</p> <p>(a) Les annuités ou subsides accordés par l'État ne sont payés aux époques fixées que pour autant que le degré d'avancement des travaux justifie l'octroi des subventions.</p> <p>(b) D'après le contrat passé à cette occasion, le 29 juin 1868, la part d'intervention de l'État sera liquidée en trois annuités de 5,000 francs chacune. Toutefois, le premier paiement ne s'effectuera que lorsqu'il aura été constaté que MM. Guffens et Swertz, chargés du présent travail, auront achevé les travaux de peintures murales qu'ils exécutent aux halles d'Ypres.</p> <p>(c) L'intervention a lieu par voie de subsides accordés à la fabrique d'église.</p> <p>(d) Une dépense supplémentaire de 9,195 francs ayant été reconnue nécessaire, l'État a consenti à augmenter sa part d'intervention du tiers de cette somme. La première annuité à payer de ce chef, en 1867, n'ayant pu être mise en liquidation par suite du peu d'avancement des travaux, cette annuité sera éventuellement payée sur 1868 et la seconde sur un exercice suivant.</p> <p>(e) Il y a lieu de remarquer que, par suite de circonstances imprévues, les annuités de 1865 et 1866 n'ont pu être liquidées sur ces deux exercices. L'annuité de 1865 a été payée sur 1867 et celle de 1867 sur 1868. De façon qu'il ne reste plus à solder que 42,000 francs, qui seront payés ultérieurement.</p> <p>(f) Les annuités de 1866 et de 1867 n'ont pu être mises en liquidation par suite du peu d'avancement des travaux. Ces annuités seront donc payées sur les exercices 1868 et 1869 ou ultérieurement, selon que le travail fait justifiera l'octroi des subventions.</p> <p>(g) Ne seront payés qu'après l'achèvement complet du travail.</p> <p>(h) L'intervention de l'État a lieu par voie de subsides accordés à l'administration communale; l'époque de paiement, ainsi que le montant de la subvention, est déterminée selon le degré d'avancement du travail.</p> <p>(i) Le Gouvernement interviendra par voie de subsides, de 4,275 francs chacun, payables, autant que possible, chaque année, si le degré d'avancement du travail le permet.</p>
12,500 »	12,500 »	12,500 »	
8,400 »	8,400 »	8,400 »	
»	»	»	
»	»	15,000 »	
3,000 »	3,000 ^(c) »	»	
4,614 »	»	»	
4,532 50	»	»	
7,690 »	7,690 »	7,680 »	
7,000 »	5,000 »	»	
6,500 »	6,500 »	26,000 »	
»	»	2,000 ^(g) »	
»	»	»	
4,425 »	4,425 »	4,375 »	
»	»	»	
»	»	»	
4,333 34	»	»	
»	»	»	
4,275 »	4,275 »	8,725 »	
67,466 84	60,990 »	97,480 »	

Tableau des monuments élevés aux hommes illustres de la Belgique, en voie d'exécution, et dont le paiement se trouve échelonné sur plusieurs exercices.

DÉSIGNATION.	MONTANT	PART	PART	PART	SOMMES	DEPENSES	DEPENSES	SOMMES	Observations.
	total DE LA DÉPENSE.	de LA DÉPENSE incombant A L'ÉTAT.	de LA PROVINCE.	de LA COMMUNE.	imputées sur LES BUDGETS ANTÉRIEURS A 1868	à imputer sur LE BUDGET de 1868	à imputer sur LE BUDGET de 1869.	à liquider sur LES BUDGETS SUIVANTS.	
Statue de Baudouin de Constantinople.	100,000 »	65,416 67	7,500 »	27,083 33	52,333 32	13,083 35	»	»	<p align="center">NOTE GÉNÉRALE.</p> <p>Les annuités ou subsides accordés par l'Etat ne seront payés aux époques fixées que pour autant que le degré d'avancement du travail justifie l'octroi des subventions.</p> <p>(a) Éventuel. — Ne sera liquidé qu'après achèvement complet de l'œuvre, sur 1870 ou exercices à venir.</p>
Statue de Jacques d'Artevelde	74,030 »	49,363 34	»	24,666 66	41,973 34	7,390 »	»	»	
Buste à la mémoire du jurisconsulte Damhouder (destiné à la cour de cassation).	2,000 »	»	»	»	4,000 »	1,000 »	»	»	
Prix de la console.	425 »	»	»	»	»	425 »	»	»	
Buste de M ^r de Ram, destiné à être placé dans la salle des séances de l'Académie royale de Belgique	2,000 »	»	»	»	4,000 »	1,000 »	»	»	
Prix de la console.	425 »	»	»	»	»	425 »	»	»	
Buste de feu M. le baron de Saint-Genois, destiné à être placé dans la salle des séances de l'Académie royale de Belgique.	4,500 »	»	»	»	»	750 »	(a) 750 »	»	
TOTAUX.	480,380 »	444,780 04	7,500 »	54,749 99	96,306 66	24,073 35	750 »	»	

Indépendamment des monuments compris dans le présent état, l'administration est saisie de plusieurs autres propositions d'élever, avec le concours des provinces et des communes, des statues à nos grands hommes, et entre autres, à Van Helmont, à Agneessens, etc.; mais des arrangements définitifs n'étant pas encore intervenues avec les administrations intéressées, à l'exception du monument Van Helmont, il n'est pas possible de comprendre ces projets dans la liste des commandes définitivement arrêtées.

Toutefois, en ce qui concerne le monument Van Helmont, bien que la commande ne soit pas encore faite, les parts de la province, de la commune et de l'État sont réglées.

ANNEXE B.

A MM. les membres de la Chambre des Représentants.

Bruxelles, le 5 avril 1869.

MESSIEURS,

Les soussignés, membres du conseil administratif de la Société agricole du Brabant, agissant en vertu d'une décision prise par l'assemblée générale de cette association composée de deux mille membres, prennent la respectueuse liberté d'appeler votre attention sur les crédits qui figurent au Budget de l'Intérieur en faveur de l'agriculture.

Ces crédits qu'on semble vouloir lui disputer sont non-seulement nécessaires, mais ils sont insuffisants.

Nous venons donc vous demander de vouloir bien majorer les allocations :

- 1° Pour l'achat d'animaux reproducteurs de races perfectionnées, et notamment de la race pure de Durham ;
- 2° Pour les subsides aux Sociétés agricoles ;
- 3° Pour le développement de l'enseignement agricole.

Il résulte des faits constatés que l'élevage de la race de Durham a fait de grands progrès dans notre pays, que reproducteurs de pur sang et reproducteurs de race croisée sont vivement recherchés dans presque toutes les parties de notre province, et que ces résultats sont dus aux avantages considérables que le cultivateur trouve dans l'élevage de cette race; mais l'expérience a démontré également que les reproducteurs de pure race, qui doivent servir à répandre cette amélioration, dégèrent aisément si l'on n'a soin de renouveler de temps en temps les types améliorateurs par l'importation d'animaux venant des lieux de production. D'un autre côté, les éléments achetés à l'étranger ne sont pas toujours de premier choix, eu égard au peu de ressources dont on dispose pour cet objet. Il est donc indispensable que l'on continue à acheter en Angleterre des reproducteurs de pure race, ayant le plus de qualités possible, et que cette opération se fasse pendant un grand nombre d'années encore, jusqu'à ce que la Belgique soit à même, si le fait est reconnu possible, de produire elle-même des types améliorateurs suffisants.

Il y a vingt-cinq ans à peine que l'on est entré dans cette voie; il y a dix ans au plus que l'opinion publique s'est définitivement prononcée en faveur de l'amélioration par la race à courtes cornes. Nous sommes donc réellement encore dans les prémisses de la grande question qu'il s'agit de résoudre. On n'arrivera à ce but qu'à force de persévérance, et l'on sait qu'en pareille matière de longues années doivent s'écouler avant que les efforts tentés puissent être couronnés d'un plein succès. Ces considérations répondent aux observations de ceux qui, ne

voyant les choses qu'à la surface, pourraient prétendre que le perfectionnement de nos races est arrivé à un degré suffisant pour qu'il soit inutile de continuer à l'encourager et à persévérer dans la marche précédemment adoptée. Nous croyons, au contraire, que le moment est venu de redoubler ces efforts, en multipliant les types reproducteurs de premier choix importés d'Angleterre, et que, faute de suivre cette voie, on s'exposerait à perdre, en peu de temps, le fruit des travaux et des sacrifices effectués jusqu'à ce jour.

La nécessité de donner plus d'importance aux concours et aux expositions se fait sentir tous les jours davantage en présence des progrès nouveaux que l'on constate. L'utilité de ces institutions parle suffisamment en faveur de l'augmentation demandée. On l'a dit souvent, les concours remplacent la lecture de bien des livres agricoles, quelquefois trop scientifiques pour beaucoup de cultivateurs. Qu'est-ce qui a surtout contribué aux perfectionnements des procédés de culture ? Les concours. Qu'est-ce qui a contribué à l'amélioration de nos races d'animaux domestiques ? Les concours. Ne sont-ce pas eux qui ont permis de voir, d'examiner, de comparer et d'apprécier ? Enfin, c'est grâce aux concours qu'on a pu, dans notre pays, faire connaître les instruments perfectionnés. Un fait récent le prouve de nouveau. Lors de l'exposition organisée au mois de juin dernier, par la Société agricole du Brabant, les constructeurs de tous les pays avaient été conviés à cette solennité. En agissant ainsi, on avait eu pour but d'introduire en Belgique le plus grand nombre possible de machines agricoles perfectionnées. Ce résultat a été atteint au delà de toute espérance, car toutes les bonnes machines étrangères qui figuraient dans ce concours ont été achetées par nos cultivateurs, et l'on peut dire que sous ce rapport, l'exposition du mois de juin a rendu un immense service à l'agriculture.

L'on a déjà fait beaucoup pour l'enseignement agricole dans notre pays, mais il convient de tenir cet enseignement à la hauteur des progrès qui se réalisent tous les jours à l'étranger dans la science. C'est pourquoi, nous demandons qu'on annexe à l'Institut de Gembloux une station expérimentale, dans le genre de celles qui existent en Allemagne.

La sylviculture mérite aussi toutes nos sympathies. Son tort, c'est d'avoir, jusqu'à présent, vécu en dehors du monde agricole. Nous désirons donc qu'on donne plus de développement à l'enseignement de cette branche.

Enfin, nous demandons que la Législature veuille bien s'occuper du projet de loi présenté par M. le Ministre des Finances pour réduire les droits qui pèsent sur les échanges d'immeubles non bâtis.

La majoration que nous sollicitons en faveur de quelques-uns des crédits de l'agriculture peut se faire sans augmenter le budget. En effet, il résulte des documents parlementaires que l'allocation destinée à indemniser les propriétaires de bestiaux abattus présente chaque année un reliquat de plus de 80,000 francs. Il suffirait donc, comme l'honorable M. Jacquemyns l'a proposé, d'autoriser M. le Ministre de l'Intérieur à utiliser une partie de cette somme pour les objets que nous venons d'énumérer.

Qu'il nous soit permis en terminant de faire remarquer que les crédits alloués pour l'agriculture ne peuvent être considérés comme un acte de protection, mais

comme une simple intervention dans une œuvre très-complexe d'utilité publique, qui ne saurait se réaliser sans le concours de l'État.

Dans l'espoir que notre demande recevra un accueil favorable de la Législature, nous vous prions, Messieurs, d'agréer l'hommage de notre profond respect.

Au nom du Conseil administratif :

Le Secrétaire,

PARISEL.

Le Président,

J. LECLERC.